



**Mesdames et messieurs les représentants du conseil
départemental,**

Monsieur le Président du conseil départemental

Monsieur le directeur académique,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Depuis l'annonce par le Président de la République d'une reprise de l'école le 11 mai, l'UNSA n'a eu de cesse de clamer la précipitation et l'impréparation du gouvernement pour assurer une reprise dans de bonnes conditions.

Nous sommes citoyens, parents, enfants de, conjoints de. Citoyens tourmentés, remplis de doutes et d'inquiétudes quant à la reprise des écoles prévue cette semaine. Et nos sentiments sont également ceux de la communauté éducative qui nous contacte quotidiennement pour évoquer ses peurs, ses questionnements, ses incertitudes à deux jours de ladite reprise en présence d'enfants. Car c'est bien ce climat qui va se refléter dans l'ensemble des écoles et établissements scolaires du département. Comment faire ? Pourquoi reprendre ?

L'UNSA Education est favorable à la reprise partout où elle peut se passer dans des conditions optimales. La sécurité sanitaire doit être totale pour les personnels et les élèves.

La « pré-rentree » interroge et inquiète déjà sur la possibilité de respect du protocole sanitaire.

Le protocole sanitaire du ministère est un cahier des charges avec de nombreuses préconisations sanitaires très précises, très détaillées, mais irréalisables pour certaines. Leur mise en œuvre va se heurter aux principes de réalité et sera très anxiogène pour les enseignants et les AESH.

Des zones d'incertitudes demeurent et l'UNSA Education souhaite les afficher: absence d'un cadrage juridique clarifiant les responsabilités de chacun, mise à disposition à l'école élémentaire de personnel pour permettre les préconisations en matière de nettoyage du matériel et des locaux, absence de règles spécifiques pour les élèves à besoins éducatifs ou en situation de handicap, absence de prise

en compte des besoins spécifiques des enfants de l'école maternelle qui fait craindre à leurs enseignants d'être à la limite de la maltraitance ou de ne pas pouvoir respecter la distanciation imposée. Pour l'UNSA Education, il est inconcevable que l'Ecole soit régie par un cadre en deçà des règles imposées à l'ensemble de la société. Que dire du nombre fixé à 15 élèves par classe, soit 16 personnes avec l'enseignant, alors que le reste de la société n'a le droit qu'au rassemblement de 10 personnes ? Nous avons le sentiment insupportable que l'école est une zone où on s'exonère de la prudence valable pour tout le reste de la société.

Hier dans les écoles, des situations totalement opposées ont pu être constatées :

Première version : la municipalité a tout anticipé et même mis à disposition du personnel communal supplémentaire jusqu'à juin notamment pour assurer le nettoyage quotidien.

Seconde version : Les masques ? Ils arrivent au compte-goutte. Merci aux équipes de circonscription et aux directeurs d'avoir joué les facteurs. Le gel hydro-alcoolique ? Comment ça il n'a pas été livré ? Les distributeurs de papier à usage unique ? Ils n'ont pas été installés, cela n'a pas été anticipé et les torchons en tissus trônent toujours. Les écoles n'ouvriront pas.

Nos propos sont à peine caricaturaux. Le casse-tête de l'accueil pédagogique des élèves doit être connu. Aménagement de l'espace, gestion des groupes, des déplacements dans l'école. A chaque instant des gestes proscrits, des activités interdites surgissent. Il faudra du temps pour s'adapter. Cela est hautement anxiogène pour les enseignants, les AESH, pour nos élèves et leurs parents.

Depuis le début du confinement, les enseignants sont fortement engagés dans la « continuité pédagogique ». Pour ceux qui souhaitent reprendre un dilemme se pose : ils aimeraient revenir sans subir. Les informations contradictoires et rarement écrites accentuent les inquiétudes. Et maintenant, comment enseigner ? A distance avec certains élèves ? En présentiel avec les autres ? Comment vivre cette double gestion ? Et s'occuper également de ses propres enfants ?

Avec cette rentrée dès le début du déconfinement, les professeurs des écoles et les AESH sont en première ligne.

Nous avons une pensée particulière pour tous les directrices et directeurs chargés de faire appliquer les protocoles, d'échanger avec les maires, d'organiser le travail de leur équipe, de rassurer les parents et de tout mettre en œuvre pour que cela se passe au mieux. Pas une intervention du ministre dans laquelle il ne

dise s'appuyer sur le binôme maire / directeur pour la reprise dans les écoles. Cette confiance les honore, mais les interroge également : il y a un an, nous combattions le projet de caporalisation des écoles primaires les plus petites par le collège de secteur : dans le contexte si difficile de cette reprise, imaginerait-t-on aujourd'hui tous les maires du secteur d'un de nos collèges ruraux ayant pour seul interlocuteur un principal adjoint de collège situé à 10 km, ne connaissant ni les locaux, ni les familles, ni les besoins de chaque école ? Il serait souhaitable que cette subite confiance dans les directeurs d'école ne soit pas qu'un feu de paille et que l'on prenne enfin en compte l'importance de leur mission, la réalité de leur travail et leurs besoins en temps dédié au lieu de chercher à les faire disparaître.

On nous annonce la nécessité de retrouver le chemin de l'école pour pallier le décrochage scolaire, alors même que le retour à l'école est sur la base du volontariat. Le constat est déjà fait : lors des propositions de soutien scolaire pendant les dernières vacances en collège, seuls les élèves sans difficulté se sont manifestés. Le calendrier infirme cet argument.

En réalité, c'est bien l'aspect économique qui est la justification de tout ceci. En rouvrant les écoles nous permettons aux parents des plus jeunes de retourner au travail et de refaire fonctionner l'économie nationale. Nous nous serions sentis mieux considérés si le Ministre nous avait exposé les réelles raisons de cette reprise...alors que, depuis l'annonce d'une reprise le 11 mai par le président de la République, les acteurs de l'école, ceux qui l'organisent et la font vivre, en sont presque toujours réduits à suivre les annonces médiatiques qui s'égrènent au fil des jours.

L'UNSA Education estime que la santé psychique, psychologique et physique des élèves est en jeu : Les violences intrafamiliales ont augmenté, et les élèves en situation de fragilité doivent être protégés.

Mais Le virus est dangereux, le message de prévention n'arrête pas de le rappeler. Certes, « il y a plus de risques de rester chez soi que d'aller à l'école » mais pas pour les raisons évoquées par le Ministre.

Pour l'UNSA Education, un retour à l'école des élèves avant la fin de l'année scolaire en cours était, plus que souhaitable, nécessaire.

Mais au rythme sanitaire du pays, et en excluant comme au collège les départements rouges dont nous sommes. Au rythme des équipes et en prenant le temps de s'approprier le protocole sanitaire et de s'organiser avec les

collectivités. En ne faisant prendre de risque ni aux personnels, ni aux élèves et à leurs familles. En ayant une vraie réflexion sur les publics pour qui le retour à l'école était une absolue nécessité, très loin de celui des volontaires. En ayant une vraie réflexion sur l'articulation du travail des enseignants entre présentiel et distanciel, tant il paraît incohérent d'envoyer subitement un enfant avec qui l'on travaille à distance depuis deux mois vers le CNED. En écoutant, tout simplement, ce que disent les enseignants et leurs représentants !

Le second degré a la chance de ne pas être pour le moment impacté. Il faut que chacun ait conscience de la réalité. Les syndicats départementaux de notre fédération, autres qu'enseignants (le SNPDEN pour les chefs d'établissements et A et I pour les adjoints gestionnaires) nous ont alerté: dans les collèges, rien n'est prêt. Aucun masque pour enseignants ni pour les élèves. C'est la même chose pour les lycées. Et les agents du conseil régional ne reviendront que le 25 mai. Comment aménager les lieux dans ces conditions ?

Derrière toute cette agitation pour 7 à 8 semaines de classe, nous nous préparons une rentrée des classes 2020 encore plus compliquée ? Doit-on y voir un essai, une répétition de la grande rentrée de septembre ?

D'ailleurs, c'est cela qu'il faut anticiper dès à présent. Et que l'Education Nationale le dise en toute honnêteté : la rentrée de septembre ne pourra se faire dans des conditions normales. Il faut penser la sécurité sanitaire sur le long terme.